

Bulletin d'information PCF Fécamp

Au Sommaire

Page 1 :

- L'édito

Page 2 :

- la nouvelle taxe de la mairie de Fécamp

- grève dans les crèches

Page 3 :

- covoiturage pour aller à la marche contre la vie chère et l'inaction climatique

Page 4 à 8 :

- enquête sur le marché de l'énergie

Page 9 à 12 :

- 5 ans après #Metoo, la relève !

Page 12 :

- Annie Ernaux prix Nobel de littérature



NOS BIENS COMMUNS

POUR APPELER À LA SOBRIÉTÉ,
LE GOUVERNEMENT MET SES HABITS D'HIVER ...



Macron a clairement annoncé la couleur : si les députés votent une motion de censure contre sa réforme des retraites, [il dissoudra l'Assemblée Nationale](#). Ce qui en dit long sur la sincérité de la « concertation » qu'il organise sur le dossier des retraites, concertation qui sera donc du même tonneau que celle qu'il avait organisée après le mouvement social des Gilets Jaunes, et qui s'était perdue dans les sables mouvants de la Macronie ... pour Macron et la droite, c'est aux travailleurs de travailler plus pour financer eux-mêmes leurs retraites. Hors de question pour le gouvernement de [mettre à contribution les super-profits](#).

C'est la même chanson pour l'inflation : pas question pour Macron de bloquer les prix des produits de 1ère nécessité, pas question d'augmenter les salaires, pas question de répondre à l'inquiétude du monde du travail, inquié-

tude grandissante comme le prouve le [mouvement de grève massivement suivi par les salariés des raffineries](#). Prochaine étape : [la marche contre la vie chère et l'inaction climatique organisée le 16 octobre](#) à Paris par la NUPES, [avec la participation du PCF](#)

Macron reste donc ce qu'il a toujours été : le président des riches, des grands patrons du MEDEF, des compagnies pétrolières et des carriéristes politiques

Et c'est une logique identique qui guide sa politique en matière de prix de l'énergie : pas question de toucher au [grisbi des actionnaires de Total](#). Aux petites entreprises de payer la facture, avec leur cortège de licenciements comme ceux qui touchent aujourd'hui Fécamp

[Aux collectivités locales de se débrouiller pour payer le chauffage](#) des mairies, des écoles, des crèches, des piscines. Avec de nouvelles taxes à l'horizon, comme celles que concoctent actuellement la députée macroniste de Fécamp, Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback et son héritier à la mairie, M. David Roussel. Aux citoyens de « mettre un pull », comme

si depuis des années ils ne faisaient pas déjà assez attention pour boucler leurs fins de mois. La ministre de la Transition Énergétique en a rajouté une couche en déclarant que « chaque geste compte ». Oui, chaque geste compte. Mais ce sont toujours aux mêmes qu'on les demande et le « bouclier tarifaire » ne suffira pas à payer nos factures Les chèques énergie et autres mesures d'assistance ne s'attaquent pas aux racines du mal et n'apportent aucune solution durable pour le monde du travail.

[Le marché européen de l'énergie](#), artificiellement créé par l'Union Européenne pour privatiser l'accès à l'électricité et au gaz, n'aura finalement servi qu'à développer la spéculation sur le dos des services publics, sans encourager la production. Pour garantir un accès à l'énergie à toutes et tous, tant sur le plan de la répartition territoriale que du porte-monnaie, les communistes ne demandent pas « un geste » de la part de l'Etat mais un autre chemin politique. Pour défendre ces biens communs que sont la retraite, le pouvoir d'achat et l'énergie

GEMAPI : une nouvelle taxe à Fécamp

Vous avez aimé la taxe poubelle de Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback ? Alors, vous allez adorer la taxe GEMAPI ...

Manifestement désireux de chausser les mêmes gros sabots que leur patronne, M. David Roussel, le nouveau maire de Fécamp, et M. Laurent Vasset, le nouveau président de notre agglomération viennent de présenter leur dernier projet de taxe. Le prétexte : la lutte contre les inondations, nouvelle compétence dont l'Etat vient de se décharger pour la repasser aux collectivités locales, supprimant au passage quasiment toutes les subventions qui permettaient auparavant de financer la construction d'ouvrages de rétention d'eau et d'entretien des rivières. Loin de s'élever contre cette nouvelle injustice, le nouveau maire et le nouveau président de l'agglomération de Fécamp, en bon macronistes, se sont empressés de concocter une nouvelle taxe pour trouver les 450 000 € nécessaires à notre territoire pour faire face à cette nouvelle

charge. Macron ne veut plus payer ? C'est vous qui allez le faire ! Benoîtement, le maire de Fécamp explique « *que ce n'est pas une taxe en soit mais une taxe additionnelle* », nuance qui ne trompera personne... Pour rendre cette nouvelle taxe moins visible, M. David Roussel et M. Laurent Vasset ont prévu « *qu'elle soit ventilée par les services fiscaux sur les différentes taxes qui constituent son assiette* ». Ne vous étonnez donc pas si vous constatez en 2023 une augmentation de plusieurs % de votre taxe foncière, de votre taxe sur le foncier non bâti, de votre taxe d'habitation, de la cotisation foncière de votre entreprise (CFE) : ce sera dû à la répartition en loucadé de cette nouvelle taxe GEMAPI. Ni vu ni connu, je t'embrouille... Ça se passe comme ça en Macronie...



Pour battre la droite et Macron, j'adhère au PCF

rougegorge@pcf-fecamp.fr

Les crèches de Fécamp en grève



Les 5 crèches de Fécamp étaient fermées ce 6 octobre, suite à la [très forte mobilisation des professionnelles de la petite enfance](#), en lutte pour sou-

tenir le mouvement national « [Pas de bébé à la consigne](#) » et pour réclamer des locaux moins exigus pour accueillir l'or » correctement es petits de Fécamp. Après avoir manifesté devant les locaux de l'agglomération, elles se sont rendues ensuite à la mairie de Fécamp pour obtenir un rendez-vous auprès de M. Vasset, le président mis en place à la tête de notre agglomération par Mme Poussier-Winsback et M. Bazille

Faut-il manger les riches pour sauver le climat ?

[Retrouvez ici chaque mois le « bla-bla d'intérêt général » d'Osons Causer](#). Pour cette première chronique à déguster, Ludo s'appuie sur les travaux de chercheurs, et en particulier ceux de l'économiste Lucas Chancel, pour répondre à cette question : peut-on dire que limiter le réchauffement climatique, c'est d'abord le problème et la responsabilité des plus riches ?



**MANGER LES RICHES
POUR SAUVER LE CLIMAT ?**

Licenciements à Fécamp

Les élections passées, les mauvaises nouvelles tombent : l'entreprise de maçonnerie Lepiller ferme, laissant 31 salariés sur le carreau. Chez 2H, 12 emplois passent à la trappe, ainsi qu'à la SNET (officiellement 9 mais en fait 3 autres licenciements avaient déjà été négociés auparavant, sachant qu'au-delà de 10 suppressions d'emplois, le patron est dans l'obligation de passer par l'inspection du travail). Sans parler de la fermeture du magasin Camaïeu de Fécamp, dont le PDG est la 104ème fortune de France. Qu'en pense Mme Poussier-Winsback, la nouvelle députée macroniste de Fécamp ?



A 1 A 1

DIMANCHE 16 OCTOBRE

MARCHE CONTRE LA VIE CHÈRE
↓ **COVOITURAGE FÉCAMP** ↓
WWW.PCF-FECAMP.FR/CONTACT.HTML

**MARCHONS DIMANCHE 16 OCTOBRE CONTRE
LA VIE CHÈRE, POUR NOS SALAIRES, NOS
RETRAITÉS, NOS EMPLOIS, ET CONTRE
L'INACTION CLIMATIQUE, COVOITURAGE
FÉCAMP REMPLISSEZ LE FORMULAIRE.**



www.pcf-fecamp.fr



**Contre la vie chère et l'inaction cli-
matique, j'adhère au PCF**

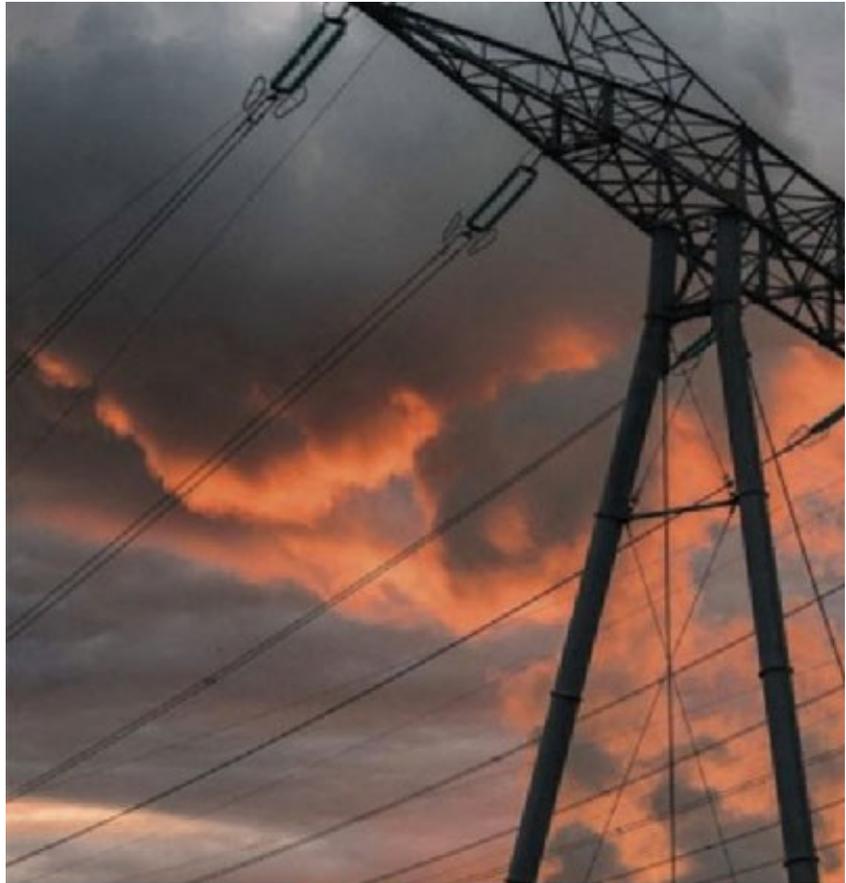
rougegorge@pcf-fecamp.fr

L'ENQUÊTE

MARCHÉ DE L'ÉNERGIE : L'IMMENSE GABEGIE

Envolée des prix de gros, explosion des factures... la crise, sur fond de guerre en Ukraine, met en lumière les aberrations de la libéralisation du secteur. Avec une concurrence aussi factice qu'inefficace, c'est l'utilisateur qui paye pour cette arnaque.

MARION D'ALLARD
marion.dallard@humanite.fr



L'année 2023 commencera comme 2022 est en train de finir : par l'explosion des factures d'énergie pour les particuliers, les entreprises et les collectivités. Avec un brin de gravité dans la voix, Élisabeth Borne a ainsi annoncé, le 14 septembre, une augmentation de 15 % des tarifs de l'électricité et du gaz à compter de janvier et février prochains. Dans la foulée, la première ministre a enjoint aux consommateurs d'économiser la ressource, car la pénurie menace cet hiver, qui pourrait bien se solder par des coupures programmées à certaines heures de la journée. Dans son « étude prévisionnelle », RTE, le Réseau de transport d'électricité, confirme et prévient : « Lorsque le système électrique est très tendu, le risque de coupures ne peut pas être totalement exclu. » Un scénario du pire redouté depuis des mois, alors que l'Europe s'enfoncé dans une crise énergétique profonde.

DE 42 À 450 EUROS LE MÉGAWATTHEURE

Certes, liée à la guerre en Ukraine et aux conséquences des sanctions prises à l'égard de la Russie – qui fournissait largement l'Europe de l'Ouest en gaz et en »



.../...

L'ENQUÊTE

MARCHÉ DE L'ÉNERGIE : L'IMMENSE GABEGIE

» pétrole –, l'envolée historique des tarifs sur les marchés de gros (de 42 euros du mégawattheure, il y a un an, à près de 450 euros en ce moment) est aussi la conséquence de la libéralisation du secteur, l'échec patent de la loi du marché. Mais pas seulement. En France, le sous-investissement chronique dans le nucléaire a abouti à la mise à l'arrêt pour maintenance (programmée ou du fait de problèmes de corrosion sous contrainte repérés sur certains réacteurs) de la moitié du parc, aggravant d'autant les difficultés d'approvisionnement.

En somme, résume Christophe Ramaux (1), « à une crise structurelle s'ajoute une crise conjoncturelle », et cette combinaison, poursuit l'économiste, « devrait être l'occasion, pour le gouvernement, d'annoncer une mobilisation générale pour réduire notre consommation et augmenter notre production ». Pourtant, il n'en est rien. Enfermé dans une stratégie « à courte vue », refusant obstinément de remettre en cause le système, le gouvernement bricole pour éviter d'écraser des millions de consommateurs sous le poids de factures impayables. Mais de bouclier tarifaire en chèques énergie, les mesures d'urgence, si nécessaires qu'elles soient pour protéger les plus modestes, ne régleront pas la question de fond. « L'existence même de ce marché n'a pas de sens », souffle un ancien cadre dans l'énergie. « Organiser un marché à l'échelle européenne alors que les mix électriques relèvent de compétences nationales est totalement dichotomique. Un marché fonctionne sur l'offre et la demande. Or, en matière d'électricité, la production – donc l'offre – n'est pas fixée à



MICHEL DAILLARD/REA

DANS L'ÉNERGIE DE RÉSEAU, LA CONCURRENCE « LIBRE ET NON FAUSSÉE » NE FONCTIONNE PAS. « L'EXISTENCE MÊME DE CE MARCHÉ N'A PAS DE SENS », SOUFFLE UN EX-CADRE DU SECTEUR.

l'échelle européenne », détaille le spécialiste. Pire, alors que la libéralisation des secteurs de l'électricité et du gaz a été imposée aux États membres sous prétexte d'« harmonisation du marché intérieur », les directives adoptées en 1996 pour l'électricité et en 1998 pour le gaz ont ouvert la porte à une multitude de fournisseurs privés, concurrents des opérateurs publics historiques, jadis monopolistiques.

LES COMPTES D'EDF PLOMBÉS DE 8 MILLIARDS

En France, cette ouverture à la concurrence a été officialisée le 1^{er} juillet 2007. Depuis, perdus dans la jungle des offres et des tarifs, les usagers sont pris au piège. Et beaucoup en ont fait, cet été, l'expérience. « J'ai reçu, début août, un SMS de mon fournisseur m'expliquant que mon prélèvement mensuel doublerait à partir du 1^{er} septembre. De 120 euros, je suis passé à 240 euros. J'ai résilié. Je retourne chez EDF », confie Hakim, qui a souscrit, il y a quelques semaines à peine, chez OHM Énergie. Des milliers de clients français de l'opérateur espagnol Iberdrola, qui ont vu leur contrat résilié, n'ont pas eu ce choix. « Nous vous invitons à changer de fournisseur (...). Si vous ne le faites pas, vous risquez une interruption de votre alimentation en électricité dès la fin de votre contrat avec Iberdrola », indiquait sèchement le message. Et la liste ne s'arrête pas à ces deux opérateurs. Pour justifier leurs comportements, les fournisseurs « alternatifs » ont tous prétexté l'augmentation des prix du marché de gros. Pourtant, tous bénéficient en réalité d'une part variable d'électricité nucléaire à bas coût, vendue »

Particuliers et entreprises déjà sur le flanc

Si l'explosion des prix de l'énergie touche l'ensemble des ménages et des entreprises, tous ne sont pas affectés de la même manière. Les plus pauvres et les entreprises les plus énergivores paient un très lourd tribut. Ainsi, relevait l'Insee en début d'année, « les dépenses d'énergie représentent 12,7 % des dépenses de consommation des 10 % des ménages avec les revenus les plus faibles, contre 9,5 % pour les 10 % des ménages avec les revenus les plus élevés ». Alors que 12 millions de Français sont en précarité énergétique,

cette nouvelle flambée – en dépit des aides gouvernementales ciblées – risque d'aggraver la situation. Pour les entreprises, les conséquences se font déjà sentir. Dans le Pas-de-Calais, le verrier Arc International, incapable de faire face à l'explosion de sa facture d'énergie, a instauré deux jours de chômage partiel par semaine pour 1600 de ses 4600 salariés. Dans la foulée, Duralex a annoncé, début septembre, la mise en veille de son four pour une durée de quatre mois « minimum », dès novembre.

.../...

Explosion des prix oblige, la facture énergétique de Montataire est passée de 600 000 euros cette année à 2,5 millions d'euros pour l'année prochaine. Alors, cette petite commune de l'Oise menace de ne pas régler la note. Une façon pour son maire, le communiste Jean-Pierre Bosino, de lancer l'alerte. Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, lui a emboîté le pas en appelant les élus locaux à une fronde générale contre ces factures exorbitantes. En tout, l'inflation devrait peser plus de 7 milliards d'euros de coûts supplémentaires dans le budget des 36 000 communes françaises, selon l'Association des maires de France. Dans l'Oise, 200 maires ont également signé une lettre à la première ministre, Élisabeth Borne, pour alerter sur le « tsunami financier ». L'un des signataires, le maire LR de Laigneville (Oise), Christophe Dietrich, explique que l'intégralité de son fonds de roulement, doté de 1 million d'euros, pourrait être avalée par la facture de gaz, qui passerait en 2023 de

ANALYSE

Les communes étranglées par l'inflation

Non protégées par le bouclier tarifaire, les villes paient le prix fort. Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, appelle à ne pas régler les factures en attendant des propositions du gouvernement.

90 000 à 930 000 euros. C'est que les communes ne sont pas concernées par le bouclier tarifaire du gouvernement, qui a permis d'atténuer les effets de l'inflation. Les villes se fournissent, elles, au prix du marché, plein pot. L'addition est douloureuse. Jean-Pierre Bosino détaille : « Aux côtés d'autres municipalités dotées d'une régie municipale, nous nous sommes regroupés au sein d'Énergem, un organisme qui achète en gros de l'électricité. Mais celui-ci doit se fournir sur les marchés privés. Or le mégawattheure va y être revendu dans la prochaine période à 1000 euros, contre environ 80 euros actuellement. »

L'élu pointe tant l'inflation que la marchandisation de l'énergie. Et refuse d'augmenter les impôts locaux : « Pour compenser le 1,9 million de dépenses supplémentaires sans rogner sur les services publics, ce que je refuse, il faudrait augmenter les impôts de 40 %. C'est impensable. »

À Lyon (Rhône), l'écologiste Grégory Doucet, après avoir diminué l'éclairage public, envisage désormais une augmentation de la taxe foncière. Partout l'inflation produit ses effets. À Lorient (Morbihan), la ville coupe ses fontaines publiques, diminue l'éclairage dans les gymnases et les écoles. À Strasbourg (Bas-Rhin), les musées fermeront deux jours par semaine. À l'échelle d'une région, Valérie Pécresse (LR) agit en Île-de-France la menace d'un Pass Navigo à 100 euros (contre 75,20 aujourd'hui) pour compenser les surcoûts de fonctionnement des réseaux électriques de la RATP. À Montataire, Jean-Pierre Bosino en appelle à l'État : « Je demande que les collectivités territoriales puissent de nouveau accéder aux tarifs réglementés. Nous soustraire du marché est le minimum. Il ne devrait plus être possible de spéculer sur ce qui est vital à nos concitoyens. » ●

CYPRIEN CADDEO

cyprien.caddeo@humanite.fr

400%

C'est l'augmentation du montant de la facture énergétique de la commune de Montataire (Oise) entre 2022 et 2023.



BERTRAND QUAY / AFP

Les surcoûts de l'énergie mettent déjà en péril les services publics locaux. Les villes se voient contraintes de fermer leurs piscines, de réduire l'éclairage sur la voirie...

.../...



BERTRAND GUAY / POOL / A.F.P.

EN JANVIER, FACE À LA HAUSSE DES PRIX, L'ÉTAT A ENCORE AUGMENTÉ LA PART QU'EDF DOIT REVENDRE À BAS COÛT À SES CONCURRENTS !

» par EDF. Ce dispositif d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh), créé au moment de la libéralisation du secteur pour offrir aux concurrents de l'opérateur public le temps de développer leurs propres moyens de production – ce qui n'a jamais été le cas –, a plombé, en 2021, les comptes d'EDF de 8 milliards d'euros. En janvier dernier, face à l'envolée des prix de gros, une augmentation du volume d'Arenh a même été décrétée par l'État, avec, en contrepartie, l'engagement des fournisseurs privés de ne pas augmenter leurs tarifs. Promesse non tenue.

REVENIR AUX FONDAMENTAUX

« L'Arenh est un mécanisme pervers qui oblige EDF à brader un tiers de sa production nucléaire. Pour permettre la rente pure de quelques-uns, on étouffe

Le gouvernement se contente de limiter la casse à coups de boucliers tarifaires et chèques énergie. Bien qu'urgentes et nécessaires, ces mesures ne règlent rien sur le fond.

EDF et on arnaque les consommateurs ! » s'indigne Christophe Ramaux, qui plaide pour la suppression de ce système. La loi NOME (nouvelle organisation du marché de l'énergie), votée en 2010 et qui consacre la création de l'Arenh, signe dans le même temps la mise en application d'un nouveau mode de calcul du tarif réglementé (TRVE) auquel EDF vend le mégawattheure à ses clients. Jadis basé sur le coût de production, le prix de l'électricité comprendra dès lors une part du coût d'approvisionnement des concurrents privés. En clair, le tarif réglementé dépend désormais des prix du marché de gros. Une double aberration. « L'ouverture à la concurrence est un système factice qui repose essentiellement sur la subvention par EDF de ses concurrents », résume-t-on du côté de l'énergéticien public.

C'est cette logique mortifère à laquelle il convient aujourd'hui de mettre un point final, exhorte la CGT (lire l'entretien page ci-contre). Le reste n'est que « mesurette », souligne Christophe Ramaux. Dans cette crise qui dure, où les hausses brutales des prix affectent la vie quotidienne de millions d'Européens, il est indispensable de revenir aux fondamentaux du service public, tel que l'avait défini le programme du Conseil national de la Résistance : « Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée ». ●

(1) Christophe Ramaux, membre des Économistes atterrés, est l'auteur de « Pour une économie républicaine, une alternative au libéralisme », ouvrage publié aux éditions De Boeck.

La libéralisation est une spoliation sans limites

Déjà obligée de vendre une partie de sa production d'électricité nucléaire à ses concurrents privés, EDF est désormais contrainte par l'Autorité de la concurrence de mettre à disposition des fournisseurs privés ses fichiers clients. Le 22 février 2022, l'Autorité, considérant

que l'opérateur public usait de son fichier de clients éligibles au tarif réglementé de vente (TRV) pour commercialiser de nouvelles offres d'abonnement, a condamné EDF à 300 millions d'euros d'amende. Mais pas seulement. EDF doit également « mettre à disposition des fournisseurs d'électricité

alternatifs qui en feraient la demande son fichier client au TRV Bleu », explique l'Autorité de la concurrence. Une mesure qui « vise à ce que les fournisseurs puissent mener des actions de prospection commerciale et proposer des offres d'électricité, de gaz ou de services », indique EDF.

Les abonnés doivent alors choisir entre fournir toutes leurs données personnelles et – « sauf opposition » – opter pour que soient transmises aux opérateurs privés leur adresse, la puissance souscrite et leur consommation sur les deux dernières années. Le scandale continue.

ENTRETIEN

« Sortir l'énergie du marché et en faire un bien de première nécessité »

L'Europe reconnaît une crise majeure et parle de réformer le marché. Le syndicaliste n'en attend rien et appelle à retrouver rapidement la maîtrise publique de chaque filière.



SÉBASTIEN MENESPLIER,
secrétaire général
de la FNME-CGT

Élisabeth Borne vient d'annoncer une nouvelle augmentation de 15 % des tarifs du gaz et de l'électricité. Comment réagissez-vous ?

Je suis déçu et toujours en colère face à cette politique menée par un gouvernement qui n'a rien compris à la situation et se cache derrière son bouclier tarifaire et les chèques énergie pour faire croire qu'il limite la casse. Résultat, les ménages sont à nouveau pressurés et leur pouvoir d'achat encore une fois rogné. Ce gouvernement s'obstine à ne pas utiliser les leviers dont il dispose pour sortir de cette crise : la baisse de la TVA à 5,5 %, qui reconnaîtrait l'énergie comme un bien de première nécessité et permettrait une diminution immédiate des factures, et surtout la sortie de ce système du marché européen. C'est le seul moyen de revenir à une organisation du tarif réglementé, calculé sur les coûts de production. En confirmant la logique de marché, la stratégie du gouvernement revient à nourrir un système où certains

vont faire du profit pendant que d'autres devront serrer les dents pour payer leurs factures.

Ursula von der Leyen assure qu'une réforme « profonde » du marché de l'électricité à l'échelle européenne est en discussion. Que faut-il en attendre ?

Rien. Réformer le marché, c'est le confirmer. Il faut stopper ce marasme. Les États européens doivent pouvoir organiser leur politique énergétique comme ils le souhaitent. Pour la France, cela passe par la maîtrise publique de chaque filière, organisée dans un grand service public. Il faut nationaliser les entreprises, retrouver des monopoles publics et revenir à un véritable encadrement des tarifs.

En sortant du marché européen, la France risque-t-elle, comme certains l'affirment au gouvernement, de se retrouver dans une situation de black-out ?

Absolument pas. Le marché européen n'a pas toujours existé et les États producteurs

ont toujours exporté pour couvrir les besoins de leurs voisins. La vente commerciale n'a pas besoin de la Bourse. Elle peut être organisée intelligemment, dans un esprit de coopération. La sortie du marché demande à être organisée. Encore faut-il le décider.

Pour passer les mois difficiles, gouvernement et direction d'EDF assurent que toutes les tranches du parc nucléaire aujourd'hui à l'arrêt auront redémarré d'ici à la fin de l'année. Est-ce réaliste ?

Il ne m'appartient pas de mesurer si EDF et le gouvernement font de l'esbroufe ou disent la vérité. Ce que je sais, en revanche, c'est que les agents du service public œuvrent au quotidien pour que les centrales puissent être disponibles sur le réseau au plus tôt. Mais nous ne sommes jamais à l'abri d'aléas techniques. Quoi qu'il en soit, nous allons devoir passer une période difficile. Et nous nous rendons compte aussi que, pour passer l'hiver, il nous manque des moyens de production. Je pense à la centrale de Fessenheim, fermée par la direction d'EDF sur injonction gouvernementale, mais également à la centrale à charbon du Havre, où les travailleurs portaient pourtant un projet de reconversion. Il n'a jamais été accepté. ●

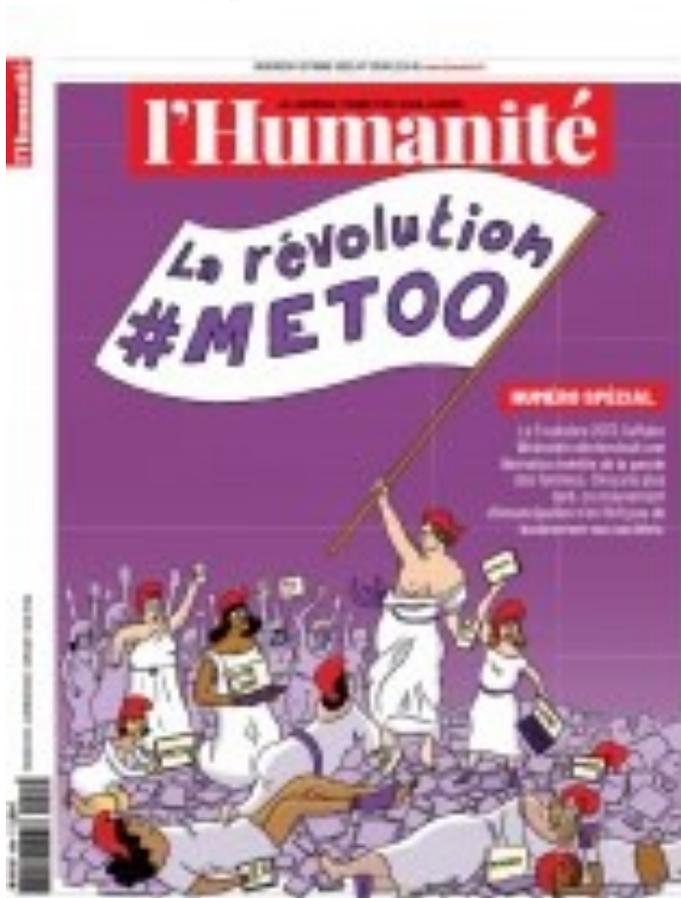
ENTRETIEN RÉALISÉ PAR M. D'A.

« EN QUITTANT LE SYSTÈME, ON NE RISQUE AUCUN BLACK-OUT. LA VENTE COMMERCIALE N'A PAS BESOIN DE LA BOURSE. ELLE PEUT ÊTRE ORGANISÉE DANS UN ESPRIT DE COOPÉRATION. ENCORE FAUT-IL LE DÉCIDER. »

5 ans après #MeToo, la relève !

Ils et elles avaient 15 ou 20 ans, il y a cinq ans, lors de la révolution #MeToo. Ce qui était tu ou subi n'est désormais plus accepté. Cette libération de la parole, qui a révélé au grand jour l'ampleur des violences sexistes et sexuelles, a aussi sensibilisé les jeunes à la notion fondamentale de consentement.

NADÈGE DUBESSAY
nadège.dubessay@humanite.fr



Pour l'égalité
hommes-femmes,
j'adhère au PCF

rougegorge@pcf-fecamp.fr

Quand on lui demande comment il a fait le premier pas, il se marre. « Ce n'est pas moi qui l'ai fait, c'est elle. Nous étions avec des amis communs et je n'osais pas lui parler. Elle est venue vers moi avec un grand sourire. » C'était il y a plus de trois ans. Aujourd'hui,

Lucas Velez, 22 ans, et Lucia Hourst, 21 ans, vivent toujours chez leurs parents respectifs. Les deux étudiants en master 2 – lui à la Sorbonne, elle à Nanterre – envisagent une vie de couple, mais pas avant d'avoir chacun goûté à son indépendance. Ils font partie de cette génération qui a grandi avec #MeToo et considère le féminisme comme une évidence. Lucas se souvient de l'onde de choc, il y a cinq ans. « Les violences sexistes et sexuelles, je savais que ça existait. Mais je ne me rendais pas compte de leur importance. Dans mon entourage familial, certains pensaient qu'il y avait beaucoup de fausses accusations. Moi, je ne comprenais pas comment on pouvait mentir sur un tel sujet. »

En octobre 2017, l'actrice Alyssa Milano, à la suite de l'affaire Weinstein, relance le hashtag MeToo, créé par Tarana Burke en 2007. Elle entend visibiliser la parole des femmes victimes de viol, d'agression et de harcèlement sexuel via les médias. S'ensuivent près de deux millions de commentaires en 24 heures. Un véritable renouveau du féminisme était né. Et avec lui une remise en question profonde des rapports entre femmes et hommes, particulièrement parmi les nouvelles générations. Lucas a reçu une éducation très genrée, où les garçons devaient jouer à la guerre et sauter partout. « Je suis toujours en train de déconstruire », sourit-il. Lucia, elle, s'est beaucoup interrogée sur la notion de consentement, surtout en ce qui concerne la sexualité. « Je me suis aperçue qu'il était facile de passer au-dessus du consentement de l'autre. Même au sein d'un couple. C'est très répandu. J'ai souvent entendu : "Moi, je n'avais pas envie mais, bon, j'ai fait plaisir." Personne ne l'a vécu comme une agression. Mais c'est important de se questionner », reconnaît-elle.

PERSISTANCE DES DOMINATIONS

Le consentement, Emma Meulenyser, n'en avait jamais entendu parler avant #MeToo. La jeune étudiante en histoire, installée au Royaume-Uni dans le cadre d'un échange Erasmus, est depuis, elle aussi, très sensibilisée à la question. « Grâce à ce mouvement, les violences conjugales, le consentement sont devenus des sujets à part entière. On peut aujourd'hui poser plus facilement nos limites. » Elle remarque qu'il existe encore des comportements de »

» domination. « Certains, avec leur façon de draguer, d'avoir des relations sexuelles, montrent bien que oui, ce sont eux les hommes. » Elle se souvient que, il y a quelques années, elle n'a pas su dire non alors qu'elle aurait dû. Pis. « Avec un garçon, mon non a été difficile à comprendre. Il pensait que ça voulait dire oui. Je l'ai vécu comme une agression. » Dans son livre-enquête « Ce que nos filles ont à nous dire » (1), la journaliste Florence Pagneux le constate : « Dans le sillage de #MeToo qui dénonçait les violences sexuelles, les jeunes dénoncent plus largement la violence des choix imposés, des normes et défendent la liberté d'être, que ce soit pour son orientation sexuelle ou pour son genre. Ces jeunes veulent pouvoir être entendus et considérés pour ce qu'ils et elles sont. Ils et elles exigent de sortir des codes normés et des traditions pour faire leurs propres choix et avoir leurs propres pensées. »

« PARLER DES RÈGLES N'EST PLUS TABOU »

D'aussi loin qu'il se souvienne, Vincent Petit, 23 ans, a toujours fait attention à respecter l'autre. Mais #MeToo a néanmoins représenté pour lui une vraie prise de conscience. « Certaines remarques, certains comportements sexistes au cinéma, dans les vidéos pouvaient me faire marrer. Aujourd'hui, tout cela me paraît tellement déplacé. » De même, il se dit bien plus attentif à sa façon de s'exprimer. D'autant qu'il évolue dans un milieu plutôt macho. Musicien professionnel, il est conscient que les femmes ne sont pas considérées de la même manière que les hommes. « Quand on ouvre n'importe quelle plateforme, tous les grands artistes connus sont des hommes. Les femmes sont toujours reléguées à leur genre. On leur demande d'être jolies alors qu'un mec, il faut juste qu'il soit bon musicien. » C'est ce sexisme latent qui a poussé Clara Doe, 25 ans, à changer d'employeur. Celle qui œuvre dans la production audiovisuelle, les jeux vidéo ne supportait plus les « baby » adressés par son ancien patron aux jeunes salariées. Elle l'assure : « Ce n'était pas une ambiance de travail dans laquelle on pouvait se sentir en sécurité. » Dans cette petite entreprise, l'embauche de femmes – jeunes et inexpérimentées – était monnaie courante. « Ce qui les rendait malléables, obéissantes », dit-elle. Elle y voit là une forme de domination, de manipulation. « En tant que femme, j'ai grandi avec l'idée qu'il fallait se taire, être docile.

« AVEC UN GARÇON, MON NON A ÉTÉ DIFFICILE À COMPRENDRE. IL PENSAIT QUE ÇA VOULAIT DIRE OUI. JE L'AI VÉCU COMME UNE AGRESSION. » EMMA MEULENYSER, ÉTUDIANTE



ABACA PRESS / ALAMY STOCK PHOTO



Si, aujourd'hui, la parole des victimes a sa place dans l'espace public et médiatique, les mesures politiques et juridiques se font encore attendre. En 2017, Emmanuel Macron avait pourtant fait des droits des femmes, la grande cause de son quinquennat. Cinq ans plus tard, le bilan est médiocre.

C'est quelque chose que nous intériorisons. Ce qui n'est pas le cas pour les hommes. » Elle se souvient d'un sexisme ambiant, même si la direction faisait bonne figure en dénonçant le scandale Weinstein et plus généralement les dérives dans le monde du cinéma. Et de se vanter de travailler essentiellement avec des femmes... Effet #MeToo, avant de partir, elle ne se prive pas de balancer tout le mal qu'elle pense du comportement délétère de la direction. Pendant longtemps, Clara a eu la désagréable sensation de ne pas être écoutée par les hommes, tant dans ses relations amoureuses qu'amicales. Comme si la parole d'une femme ne pesait pas le même poids sur la balance. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. « Est-ce grâce à #MeToo ou parce que j'ai grandi ? Je ne sais pas. » Elle a quand même l'impression que les femmes sont désormais plus libres d'enseigner aux hommes les problématiques qui leur sont inhérentes. « Parler des règles menstruelles n'est plus aussi tabou. » Mais elle ne se fait pas d'illusions. « C'est toujours le même combat. Après #MeToo, en 2020, le réalisateur Polanski a été Césarisé. Alors beaucoup se sont dit que tout ça ne servait pas à grand-chose. »

De fait, reconnaît Mina Rigal, 24 ans, du collectif #NousToutes, « à la fois les choses avancent, avec des victimes de violences sexuelles et sexistes qui témoignent et reçoivent un espace médiatique, mais les réponses restent parcellaires ». La réalité peut paraître déroutante : les jeunes adultes et adolescents sont toujours particulièrement touchés par ces violences. Selon une étude de l'association En avant toutes, 47 % des violences sexistes et sexuelles au sein du couple se passent entre 16 et 20 ans. « On voit bien que la réponse des pouvoirs publics n'est toujours pas à la hauteur. Cinq ans après #MeToo, c'est assez rageant », dénonce la jeune militante.

PRÉVENTION ET ÉDUCATION

Depuis sa création en 2018, le collectif, qui regroupe citoyens et associations, se bat notamment pour la prévention et l'éducation. En septembre 2021, il réalisait une enquête sur les heures d'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées. Une éducation obligatoire depuis 2001. « Nous avons constaté l'absence quasi totale de l'application de la loi, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. »

» Et ce depuis vingt ans. Il s'agit pourtant de cours qui permettent d'apprendre dès le plus jeune âge la notion de consentement, celle d'une relation sereine et sans violence, qui alertent sur les violences sexistes et sexuelles, etc. Et quand ils ont lieu, ça marche. » Emma Meulenyser approuve : « Il faut vraiment éduquer les jeunes ! » De toute sa scolarité au collège et au lycée, elle n'a eu en tout et pour tout que trois interventions, dont deux sur la contraception. « Mais rien sur le consentement », souffle-t-elle.

CE QU'IL RESTE ENCORE À DÉCONSTRUIRE

Alors, de guerre lasse, beaucoup vont puiser dans les réseaux sociaux ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs. Avec les dérives que cela comporte. « Très jeunes, note Emma, certains vont se construire avec des images pornographiques et ils ne prendront pas de recul. » Selon une étude du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes de mars 2022, les sextos, nues ou dickpics constituent un phénomène très répandu puisqu'un tiers des jeunes de 17-19 ans interrogés affirment en avoir déjà envoyé. De façon générale, tous témoignent d'un manque criant d'information et d'éducation sur l'égalité, le respect de l'autre, le consentement, la vie relationnelle sexuelle et affective.

Cinq ans après #MeToo, ils sont encore un tiers des jeunes hommes à considérer que, lorsqu'une femme dit non à une relation sexuelle, elle veut en réalité dire oui. Florence Pagneux insiste : « Malgré les avancées sociétales et culturelles, la culture du viol n'a visiblement pas disparu. L'éducation à l'égalité, au respect du corps et à la sexualité semble alors plus que jamais indispensable. » ●

(1) « Ce que nos filles ont à nous dire. La première génération post me-too », Florence Pagneux. Éditions La Mer salée, 208 pages, 20 euros.

Annie Ernaux, prix Nobel de littérature

L'autrice, originaire de Lillebonne et habitante d'Yvetôt, est la 17ème femme à obtenir le prix Nobel.



On n'osait y croire, même si le nom d'Annie Ernaux, marraine des Amis de l'Humanité depuis septembre, figurait dans la liste des favoris. « Très heureuse » et « fière », comme elle l'a déclaré

aux journalistes venus l'attendre devant chez elle, à Cergy, elle a confié à la télévision suédoise qu'il était de sa « responsabilité » de « témoigner (...) d'une forme de justesse, de justice, par rapport au monde ». Rarement l'annonce d'un prix Nobel de littérature aura autant ému. Parce que son œuvre de mémorialiste subtile, initiée en 1974 avec « Les armoires vides », fait entrer dans la littérature les classes popu-

laires, explore l'injustice, la honte, l'appartenance sociale et la trahison. Parce que, à l'heure où le droit à l'avortement est remis en question dans plusieurs pays, dont les États-Unis, ce prix met en lumière le courage d'une femme, féministe, qui a toujours écrit depuis son expérience sur le corps des femmes, leurs désirs et les violences qu'elles subissent.

Pour reconstruire un espoir en France

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle :

Cliquez ici 



Prenons soin de la France

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS